

**DÉLIBÉRATION PORTANT DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
AU DIRECTEUR DE SCIENCES PO BORDEAUX**

Conseil d'administration du 17 novembre 2023

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989, et notamment ses articles 20 et 22 ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques en ses articles L.1121-2 et L.1121-3 ;

Vu le code de la commande publique ;

Considérant que le conseil d'administration délègue ses pouvoirs au directeur de l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux pour tous les actes se rapportant aux domaines suivants :

1 – Autorisation donnée au directeur d'ester en justice et d'effectuer des transactions

En application des dispositions des articles 20 et 22 du décret n°89-902 du 18 décembre 1989, le conseil d'administration autorise le directeur de Sciences Po Bordeaux à engager toute action en justice devant toutes les juridictions françaises et étrangères, et à déposer plainte avec ou sans constitution de partie civile.

En application des dispositions de l'article D.123-9 du code de l'éducation, le conseil d'administration confère aux transactions que le directeur signe le caractère exécutoire de plein droit pour celles dont les modalités financières annuelles sont inférieures à 50 000 €.

Le directeur informera, dans les meilleurs délais, le conseil d'administration des actions entreprises en vertu de cette délégation.

2 - Délégation de pouvoir relative à l'allocation de subventions dans le cadre de la vie associative et d'aides financières dans le cadre du fonds social (FAIRE)

Le conseil d'administration délègue au directeur de Sciences Po Bordeaux le pouvoir d'attribuer par décision les crédits relatifs au soutien à la vie associative et au soutien aux étudiants en difficultés via le fonds social.

3 - Délégation de pouvoir en matière budgétaire

Le conseil d'administration donne délégation de pouvoir au directeur de Sciences Po Bordeaux à effet :

- d'accepter ou de refuser les dons et legs dans le respect des dispositions du code général de la propriété des personnes publiques (articles L.1121-2 et L.1121-3)

lorsqu'ils ne sont pas grevés de charges dans la limite de 10 000 € ;

- d'accepter ou de refuser les dossiers de remises gracieuses d'un montant inférieur ou égal

à 5 000 €, après avis conforme de l'agent comptable ;

- d'accepter ou de refuser les dossiers d'admission en non-valeur d'un montant inférieur ou égal à 1 000 €, après avis conforme de l'agent comptable ;
- d'accepter ou de refuser les sorties d'inventaire des immobilisations totalement amorties d'un montant d'acquisition unitaire inférieur ou égal à 3 000 € ;
- d'accepter ou refuser des rabais, remises et ristournes à des fins commerciales selon les dispositions votés par le conseil d'administration de Sciences Po Bordeaux ;
- d'arrêter les tarifs n'ayant pas fait l'objet d'une délibération antérieure du conseil d'administration, dont l'urgence de la décision est manifeste ;
- d'attribuer et/ou demander des subventions ou verser des cotisations non listées dans la présentation du budget initial ;
- déterminer le règlement des jeux et/ou concours ainsi que les modalités d'attribution des lots afférents.

4 – Information du conseil d'administration

Le directeur rendra compte au conseil d'administration, au minimum une fois par an, de tous actes et décisions pris en vertu de la présente délégation.

5 – Délégation de signature

La présente délégation de pouvoir ne fait pas obstacle à ce que le directeur de Sciences Po Bordeaux délègue dans ces domaines sa signature conformément aux textes en vigueur.

6 – Durée de validité de la délégation de pouvoir

La présente délibération est valable, sauf délibération contraire adoptée dans les mêmes formes, jusqu'à l'élection du prochain directeur de Sciences Po Bordeaux.

7 – Exécution

La présente délégation de pouvoir annule et remplace tous actes et précédents documents ayant le même objet.